

BIOT

Inondations: Debras en appelle à la mobilisation

Après-demain, la commune se souviendra des dramatiques inondations du 3 octobre 2015. A cette occasion, la maire de la commune demande à l'État de prendre ses responsabilités

Après-demain, mercredi, la commune célébrera le troisième anniversaire des terribles inondations du 3 octobre 2015 qui avaient vu le décès de trois pensionnaires de la maison de retraite du Clos Saint-Grégoire. Ces jours-ci, Guilaine Debras, la maire, a lancé un appel à la population. Elle invite « tous les habitants, les associations, les élus mais aussi tous ceux qui le souhaitent, à me rejoindre afin de demander solennellement à l'État de se mettre à l'action à l'occasion d'une mobilisation pour la protection des Biotois exposés au risque d'inondation. » Le rendez-vous est donné à toutes et à tous, ce mercredi, à 11 heures, au rond-point de la Romaine. Dans son appel, la maire rappelle que la collectivité « œuvre sans relâche depuis trois ans pour faire avancer tous les dossiers sensibles du territoire. Nous avons déjà réussi à sortir du risque des personnes parmi les plus vulnérables grâce aux fonds Barnier. Nous contribuons activement au rachat prochain du Hameau de la Brague. Nous portons une vision solidaire entre les communes de la communauté d'agglomération vis-à-vis du risque. Nous avons développé et amélioré les nombreux dispositifs pour alerter les habitants en cas de risques majeurs. Nous suivons avec pugnacité tous les dossiers de la commune dans les instances extra-communales. Nous avons défendu les habitants des zones rouges dans le cadre de la révision du PPRI. Nous avons interpellé de



« Nous devons montrer à l'État que trois ans après ce drame, les Biotois sont toujours dangereusement exposés au risque d'inondation. Cela n'est plus acceptable. »
(Photos J.-M. P.)

nombreux ministres et parlementaires pour les appeler à l'action. Nous avons sécurisé nos propres projets pour être exemplaires en matière de rétention des eaux de ruissellement. Pour la première fois, le gouvernement vient de reconnaître que les buses de l'autoroute A8 sont insuffisamment dimensionnées pour laisser les eaux s'écouler sans submerger des quartiers entiers. Je salue les paroles mais j'attends les actes! Les tra-

voux prennent déjà du temps... les décisions qui les précèdent plus encore. » Aussi, face à une situation générale qui demeure précaire, Guilaine Debras exhorte, si l'on peut dire, ses troupes : « Nous devons montrer à l'État que trois ans après ce drame, les Biotois sont toujours dangereusement exposés au risque d'inondation. Cela n'est plus acceptable. »

JEAN-MICHEL POUPART

Coup de gueule ou bien de com' ?

Entre les Biotois d'en bas, ceux directement touchés par les inondations, et les Biotois d'en haut, opinion et de point de vue divergent. C'est le constat effectué lors de rencontre avec quelques habitants.

Pour Sylvie Tesson, de l'Île-Verte, le maire « a raison de pousser ce coup de gueule. La ville n'a plus d'argent pour faire les travaux toute seule. L'État ne fait rien pour la commune. Je plains les habitants qui vont vivre un cauchemar dès qu'il va pleuvoir. »

Même écho chez Raymond : « Il faut qu'on aille bloquer l'autoroute tous les matins. Cet été, les gens du voyage l'ont fait et on leur a trouvé un terrain. C'est bien de mobiliser la population mais un jour de semaine à 11 heures, j'ai peur que ce soit difficile. »

Delphine M., une habitante de la Romaine, est beaucoup plus sarcastique : « C'est du n'importe quoi, c'est juste un coup de com' pour s'exonérer de toute responsabilité. Nous sommes totalement abandonnés par tout le monde. C'est un scandale. »

« À 11h, qui a eu cette idée ? 20h, sur le pont cela aurait eu de la gueule, c'est là que nous étions le 3 octobre 2015 à voir la Brague monter, à être impuissants. Rien n'est fait. Pourtant on a réussi à trouver des millions pour les Bâchettes, pour l'église, pour le stade et rien contre les inondations. On ne sait toujours pas pourquoi l'alerte n'a pas été donnée. Les grues, on aimerait les voir dans la Brague et pas ailleurs. C'est une honte », s'indigne Pascale Bertoletto.

Ce que les associations pensent de l'appel

Que pensent les associations de cet appel. Leurs réponses.

Pascal Torrelli, président de l'association pour la Sauvegarde de l'environnement

Lancer un appel juste avant la date anniversaire, c'est un peu tard. Nous sommes d'accord pour mobiliser nos adhérents si c'est pour dénoncer le manque d'implication des pouvoirs publics. Depuis 2015, il ne s'est rien passé. Pourtant le SMIAGE (Syndicat mixte inondations, aménagement et gestion de l'eau) a été créé. Les travaux ont été identifiés et il ne se passe rien. On est complètement dégoûtés. Au niveau de l'association, on sollicite toutes les autorités sans cesse, on ne comprend pas. On ne voit rien venir. Nous sommes désespérés

de cet état de fait.

Anne Lechaczynski, présidente de l'ASLIB

On va en parler à nos adhérents. Je trouve cet appel inapproprié. La phrase de l'appel lorsque le maire dit qu'elle a sécurisé les

projets communaux est à hurler parce que c'est nous, c'est notre association qui a fait intervenir le préfet pour modifier le projet des Bâchettes. Cela nous a coûté de l'argent. On nous empêche de travailler, nous, les associations. On a interpellé la mairie en avril

pour avoir un rendez-vous, on attend toujours une réponse. C'est fatigant, c'est à pleurer. On demande des documents, on ne nous les donne pas. Trois ans après, rien n'a été fait. La ville peut faire des travaux sans attendre les autres si elle le veut.

Jean-Philippe Ros, les Inondés biotois sacrifiés en colère

Mobiliser la population, ça se prépare, ça s'organise en concertation avec les associations. Nous prévenir cinq jours avant, c'est un peu trop tard surtout quand on nous prévient par mail. À ce jour, nous déplorons un manque de communication entre la mairie et notre collectif. Il y a rupture depuis plus de six mois, suite à la soi-disant concertation sur la carte des aléas. Nous attendons toujours un programme de travaux. Quand le maire dit être exemplaire en matière de ruissellement des eaux pluviales, je rappelle qu'il y a eu un recours auprès du préfet pour les Bâchettes. Quant à la destruction dans le cadre des Fonds Barnier, on s'interroge sur leurs conséquences hydrauliques.

